

## ***République Centrafricaine***

La croissance de l'activité a beaucoup ralenti à la suite de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Le PIB a en effet progressé de 0,6 % contre 2,8 % en 2019, en lien avec la baisse de la production dans les industries manufacturières, l'hôtellerie et le commerce. En revanche, l'activité dans le secteur des BTP est restée orientée à la hausse, soutenue par les travaux d'infrastructures routières et aéroportuaires.

Les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 2,0 % contre 2,8 % enregistrés en 2019. La décélération de l'inflation s'explique à la fois par les mesures prises par les autorités pour préserver le pouvoir d'achat des ménages face à la Covid-19 et par l'amélioration, avant la détérioration des conditions sécuritaires, des approvisionnements concernant certains produits de consommation courante.

Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagement, dons y compris s'est creusé davantage pour atteindre -13,9 % du PIB contre -8,4 % en 2019. Cette dégradation budgétaire résulte non seulement de l'accroissement des charges courantes destinées à la lutte contre les effets de la Covid-19, mais également de la faible mobilisation des recettes intérieures. En outre, la dette publique totale a augmenté pour représenter 45,9% du PIB contre 42,6% du PIB en 2019, beaucoup plus sous l'effet du ralentissement de la croissance et du creusement du déficit budgétaire, que sous l'influence des nouveaux emprunts.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes s'est réduit de 0,8 point pour s'établir à -4,6% du PIB contre -5,4% un an plus tôt. Cette amélioration résulte particulièrement du repli du déficit de la balance commerciale, en rapport avec la baisse des importations. En outre, les réserves extérieures ont augmenté pour représenter 5,9 mois d'importations des biens et services contre 4,8 mois en 2019.

La situation monétaire quant à elle s'est soldée par l'augmentation de 1,0 % des avoirs extérieurs nets et la hausse de 3,3% du crédit à l'économie, stimulée par les prêts accordés aux ménages, en dépit du contexte économique difficile.